Dépêche No. 919 | 6 décembre 2024

Les Nigériens exigent davantage de mesures environnementales, mais pas au détriment de l'emploi et des revenus

Dépêche No. 919 d'Afrobarometer | Marcelline Amouzou

Résumé

Le Niger est doté d'abondantes ressources naturelles, notamment du pétrole et du charbon, des minéraux allant de l'uranium à l'or, ainsi qu'une faune et une flore d'une grande variété (World Atlas, 2019).

Mais avec une population qui croît et s'urbanise rapidement (Goujon, Marois, & Sabourin, 2021), le pays est confronté à d'importantes menaces environnementales exacerbées par les effets des changements climatiques, notamment la pollution de l'air et du fleuve Niger, la sécheresse, les inondations, la dégradation des sols, la déforestation et la désertification (Favreau et al., 2009 ; Potts, Gidi, Campbell, & Zureick, 2011 ; Groupe de la Banque Mondiale, 2024 ; Forum Environnemental National, 2021). En moyenne, la sécheresse touche quelques 4 millions de Nigériens chaque année, tandis que les inondations en touchent 100.000 (Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, 2024).

Le Niger s'est doté depuis 1998 d'un Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable et d'une loi cadre de la gestion de l'environnement (République du Niger, 1998). Le gouvernement réagit également aux menaces environnementales qui pèsent sur le pays dans le cadre de sa Stratégie de Développement Economique et Social et d'initiatives telles que le programme Renaissance, axé sur la restauration et la gestion des terres afin de lutter contre leur dégradation, d'assurer la sécurité alimentaire et de promouvoir des pratiques durables (Groupe de la Banque Mondiale, 2023).

Cette dépêche fait le point sur un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire du Round 9 d'Afrobarometer, qui explore les expériences et les perceptions des citoyens nigériens en matière de pollution, de gouvernance environnementale et d'extraction des ressources naturelles.

Les chiffres montrent que les Nigériens sont profondément préoccupés par la pollution, mais qu'ils considèrent la déforestation comme le problème environnemental le plus important au sein de leur communauté. La plupart des Nigériens estiment que le gouvernement devrait faire davantage pour protéger l'environnement, même si deux tiers d'entre eux estiment que cela ne devrait pas se faire au détriment de la création d'emplois ou de la croissance des revenus.

La plupart des citoyens estiment que la responsabilité première de la protection de l'environnement incombe aux gouvernements central et local, tandis que d'autres demandent à leurs concitoyens d'être en première ligne de la protection de l'environnement.

Copyright ©Afrobarometer 2024

Une majorité des répondants affirment que les avantages de l'extraction des ressources naturelles, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les inconvénients, tels que la pollution, mais une majorité encore plus importante de Nigériens appellent à un renforcement de la législation gouvernementale relative à l'industrie de l'extraction afin de réduire ses incidences négatives sur l'environnement.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par enquêtes qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en ce qui concerne la démocratie, la gouvernance et la qualité de vie. Depuis 1999, neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face-à-face dans la langue choisie par le répondant.

Dans le cadre du Round 9, l'équipe d'Afrobarometer au Niger, dirigée par le Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL), s'est entretenue avec 1.200 adultes nigériens en juin 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. De précédentes enquêtes ont été réalisées au Niger en 2013, 2015, 2018 et 2020.

Résultats clés

Au sujet de la pollution et de la gouvernance environnementale :

- Plus de sept Nigériens sur 10 (72%) déclarent que la pollution est un problème « un peu grave » ou « très grave » dans leur communauté.
  - Les citoyens considèrent la déforestation (36%), le traitement des déchets (18%) et la gestion des déchets humains (16%) comme les problèmes environnementaux les plus importants au sein de leur communauté.
  - Une écrasante majorité (87%) des citoyens déclarent que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution au Niger.
- Si la moitié (51%) des Nigériens pensent que le gouvernement réalise une bonne performance en matière de réduction de la pollution et de protection de l'environnement, une écrasante majorité (84%) parmi eux estiment qu'il doit en faire davantage.
- Mais si les politiques de protection de l'environnement menacent l'emploi et les revenus, une majorité (65%) de citoyens estiment que l'emploi et les revenus devraient être prioritaires.
- Plus de la moitié (53%) des répondants affirment que la responsabilité première de la réduction de la pollution et du maintien de la propreté des communautés incombe au gouvernement central. Beaucoup d'autres pensent que cette responsabilité incombe aux citoyens ordinaires (20%) ou aux autorités locales (19%).

Copyright ©Afrobarometer 2024

Au sujet de l'extraction des ressources naturelles :

- Presque six Nigériens sur 10 (58%) disent que les avantages de l'extraction des ressources naturelles, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur ses effets négatifs, tels que la pollution.
    - Mais la plupart (74%) souhaitent que le gouvernement encadre plus strictement l'extraction des ressources naturelles afin de réduire son impact négatif sur l'environnement.
- La majorité des répondants pensent que les citoyens ont leur mot à dire dans les décisions relatives à l'extraction des ressources naturelles (63%) et que les communautés du Niger reçoivent leur juste part des revenus provenant des activités d'extraction (55%).

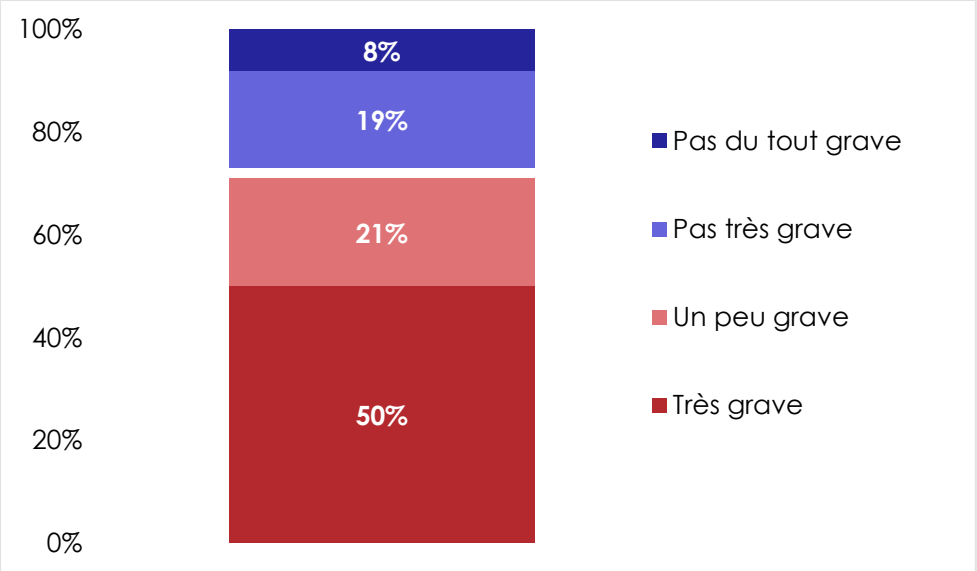
De la pollution et de la gouvernance environnementale

La pollution : L'ampleur du problème

Presque trois quarts (72%) des Nigériens considèrent que la pollution dans leurs communautés est « un peu grave » (50%) ou « très grave » (21%) (Figure 1).[1]

L'inquiétude face à la pollution est moins fréquente chez les répondants plus âgés (59% des plus de 55 ans) mais elle est particulièrement élevée chez les citoyens qui ont fait des études post-secondaires (76%) (Figure 2).

Figure 1 : Ampleur de la pollution dans la communauté | Niger | 2022

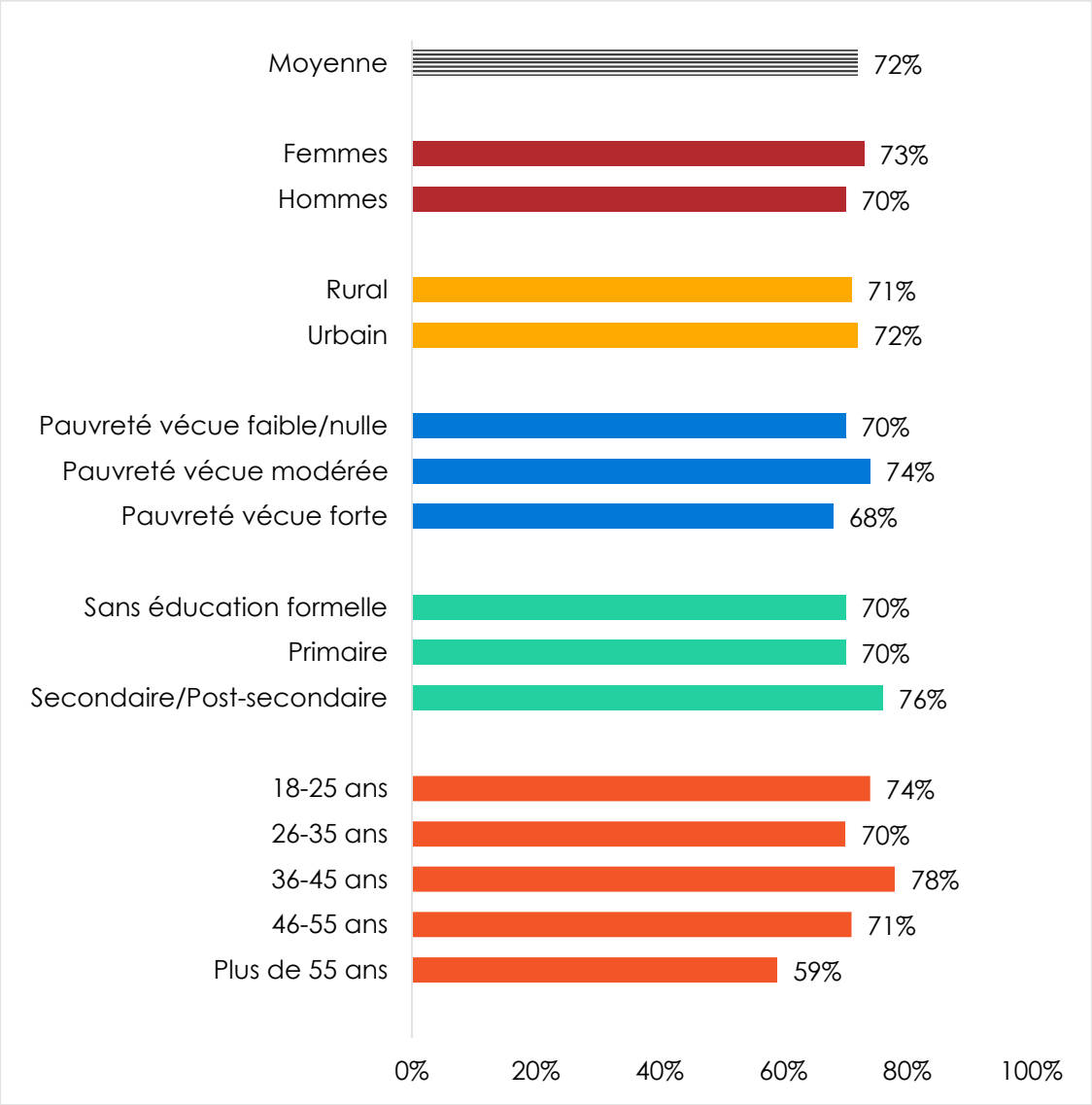


Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ?*

[1] En raison des arrondis, les pourcentages combinés des catégories tel qu'indiqué dans le texte pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories tel qu'indiqué dans les figures (par exemple, 50% « très grave » et 21% « assez grave », totalisent 72%).

Copyright ©Afrobarometer 2024

Figure 2 : La pollution est un problème grave dans la communauté | par groupe démographique | Niger | 2022



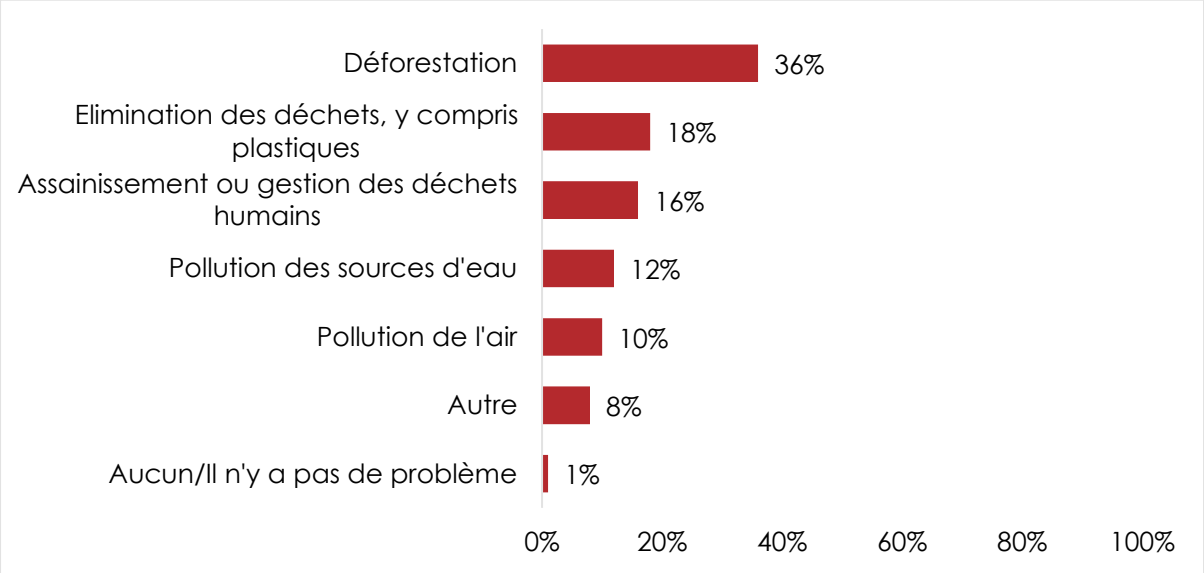
Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)*

Les Nigériens considèrent la déforestation comme le problème environnemental le plus important dans leur communauté (36%), suivie par la gestion des déchets (18%) et l'assainissement (16%) (Figure 3). A peu près un sur 10 répondants mentionnent la pollution hydrique (12%) et la pollution atmosphérique (10%) comme étant la principale préoccupation.

La grande majorité (87%) des citoyens sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les sacs plastiques sont une source majeure de pollution au Niger (Figure 4).

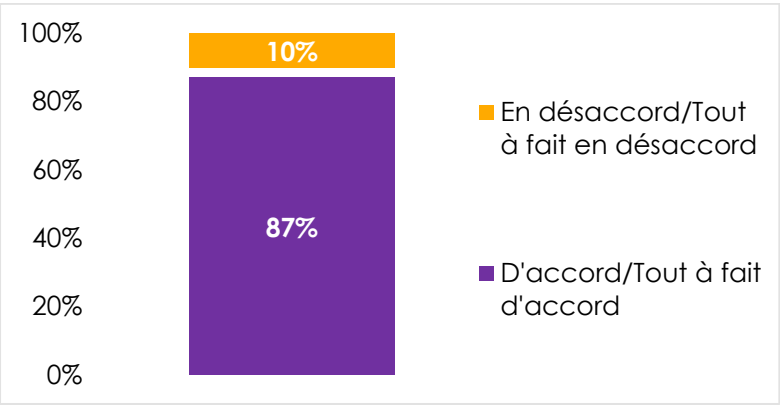
Copyright ©Afrobarometer 2024

Figure 3 : Plus important problème environnemental dans la communauté | Niger | 2022



Question posée aux répondants : *Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?*

Figure 4 : Les sacs plastiques sont-ils une source majeure de pollution ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : *Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays.*

La protection de l'environnement

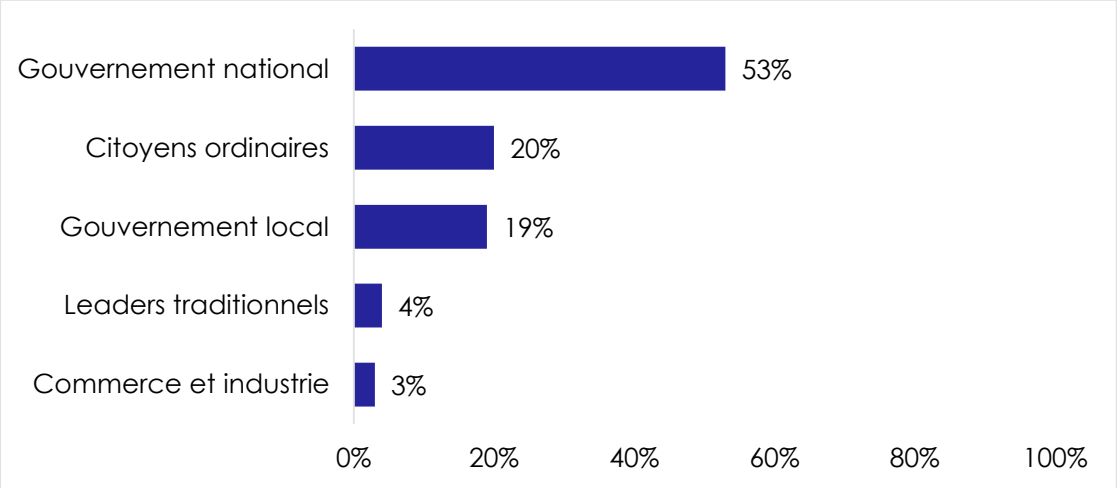
Les actions visant à réduire la pollution peuvent se traduire par de petits ajustements quotidiens ou par des mesures révolutionnaires prises une fois par génération, qu'il s'agisse de passer (de nouveau) à des sacs de courses recyclables ou de démanteler une industrie qui brûle du charbon.

Une petite majorité (53%) de Nigériens disent que le gouvernement central devrait être le premier responsable de la réduction de la pollution au sein de la communauté (Figure 5). Un cinquième (20%) pensent que les citoyens ordinaires devraient être en première ligne de la protection de l'environnement et de la réduction de la pollution, tandis qu'une proportion à

Copyright ©Afrobarometer 2024

peu près équivalente (19%) confieraient cette responsabilité au gouvernement local. Des minorités encore plus réduites se tourneraient vers les chefs traditionnels (4%) ou le monde des affaires et de l'industrie (3%).

Figure 5 : Qui devrait être responsable de la réduction de la pollution ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : *A votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?*

La moitié environ (51%) des citoyens pensent que le gouvernement réalise une bonne performance en matière de réduction de la pollution et de protection de l'environnement, mais quelques quatre personnes sur 10 (42%) jugent la performance gouvernementale médiocre (Figure 6).

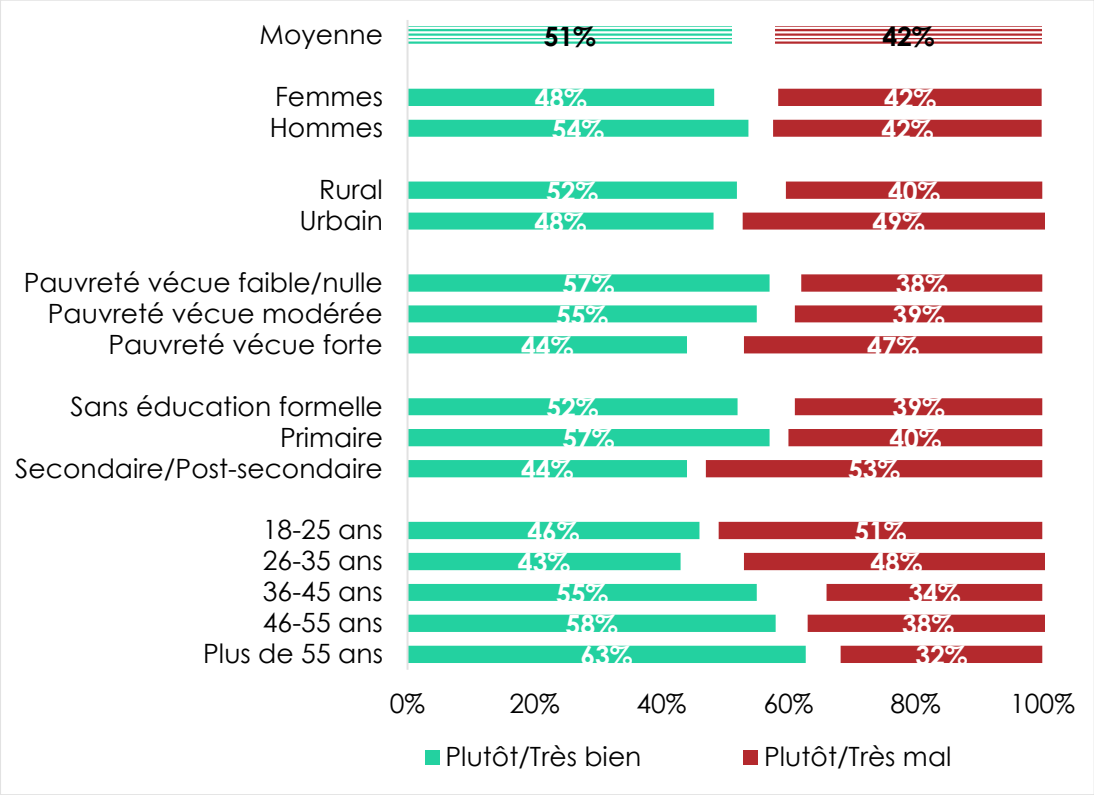
Les appréciations favorables croissent avec le niveau de stabilité financière des répondants, de 44% chez les plus pauvres à 57% chez ceux qui connaissent une pauvreté vécue faible ou inexistante.[2] Les groupes démographiques les moins susceptibles d'être satisfaits de la performance gouvernementale incluent les citoyens les plus instruits (44% de ceux qui ont fait des études secondaires ou post-secondaires) et les jeunes (43%-46% des adultes âgés de 35 ans ou moins). Les séniors sont particulièrement positifs : 63% des personnes âgées de plus de 55 ans déclarent que le gouvernement réalise une « assez bonne » ou une « très bonne » performance.

En dépit de l'approbation majoritaire des performances gouvernementales, plus de huit Nigériens sur 10 (84%) estiment que le gouvernement devrait faire davantage pour réduire la pollution et protéger l'environnement, dont trois quarts (75%) qui souhaitent que le gouvernement en fasse « beaucoup plus » (Figure 7). Un sur 10 (10%) des répondants souhaitent que le gouvernement continue son action actuelle, tandis que 4% seulement pensent qu'il devrait réduire ses efforts en matière de protection de l'environnement.

[2] L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible pour la cuisine et de revenus en espèces) au cours de l'année écoulée. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

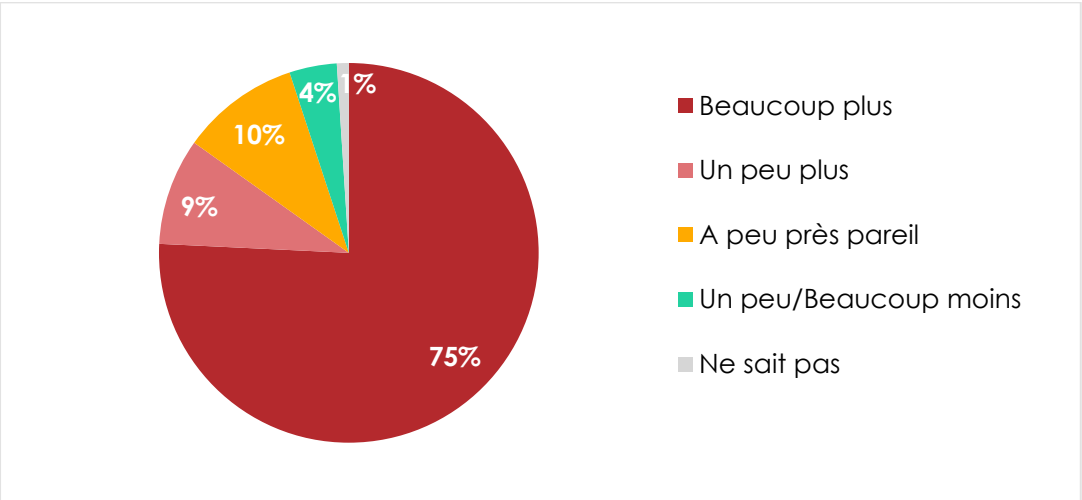
Copyright ©Afrobarometer 2024

Figure 6 : Performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement | par groupe démographique | Niger | 2022



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Figure 7 : Le gouvernement devrait-il faire davantage pour limiter la pollution ? | Niger | 2022



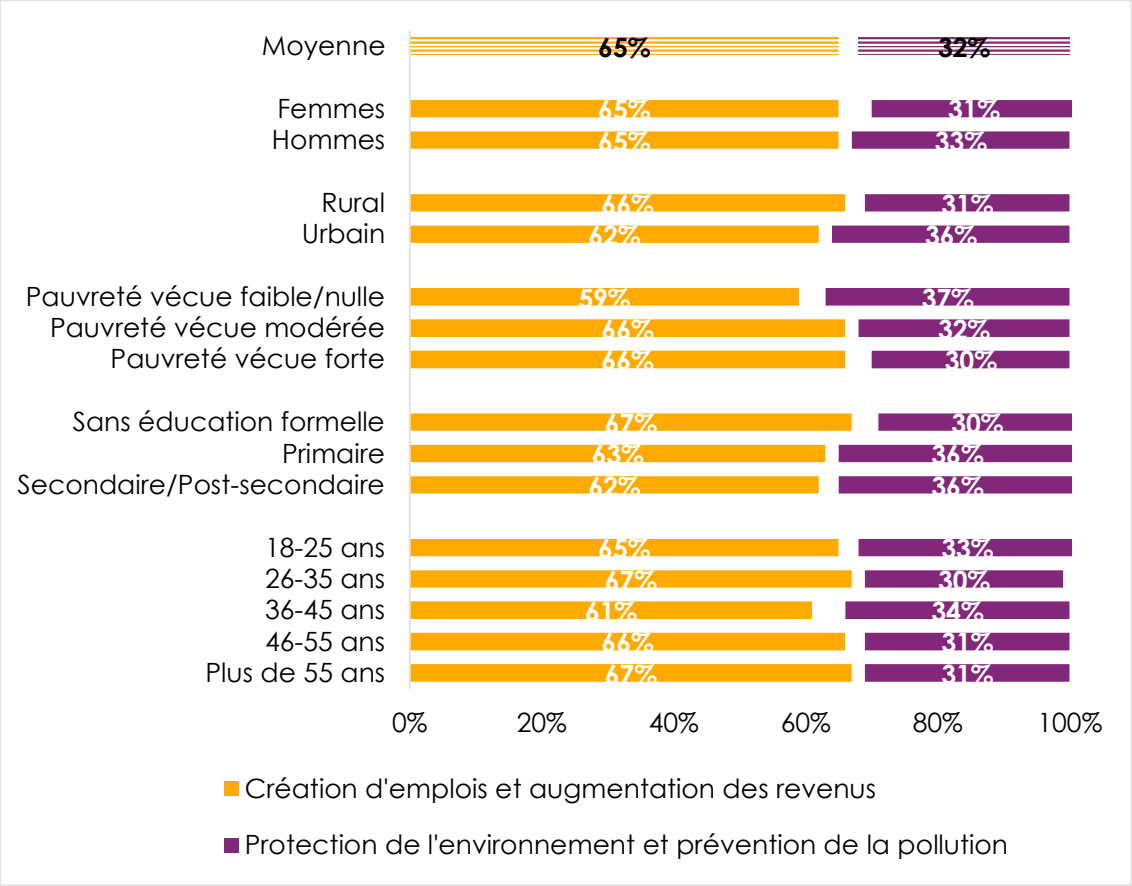
Question posée aux répondants : *A votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays ?*

Copyright ©Afrobarometer 2024

Et s'il fallait choisir entre la protection de l'environnement et la création d'emplois ou la hausse des revenus ? Dans ce cas, une nette majorité de Nigériens préfèrent des résultats économiques positifs à des résultats environnementaux : Deux tiers environ (65%) des répondants affirment que la réduction de la pollution ou d'autres dommages environnementaux doit passer après la création d'emplois et de revenus, soit deux fois plus que la proportion (32%) de ceux qui veulent préserver l'environnement même si cela doit se traduire par une diminution du nombre d'emplois ou d'autres conséquences perturbatrices (Figure 8).

Les catégories les plus aisées sont les moins susceptibles d'exprimer une préférence pour l'emploi plutôt que pour l'environnement : Seuls six répondants sur 10 en situation de pauvreté vécue faible ou nulle (59%) sont de cet avis, contre 66% des personnes plus pauvres.

Figure 8 : Le gouvernement devrait-il donner la priorité à l'emploi ou à l'environnement ? | par groupe démographique | Niger | 2022



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Copyright ©Afrobarometer 2024

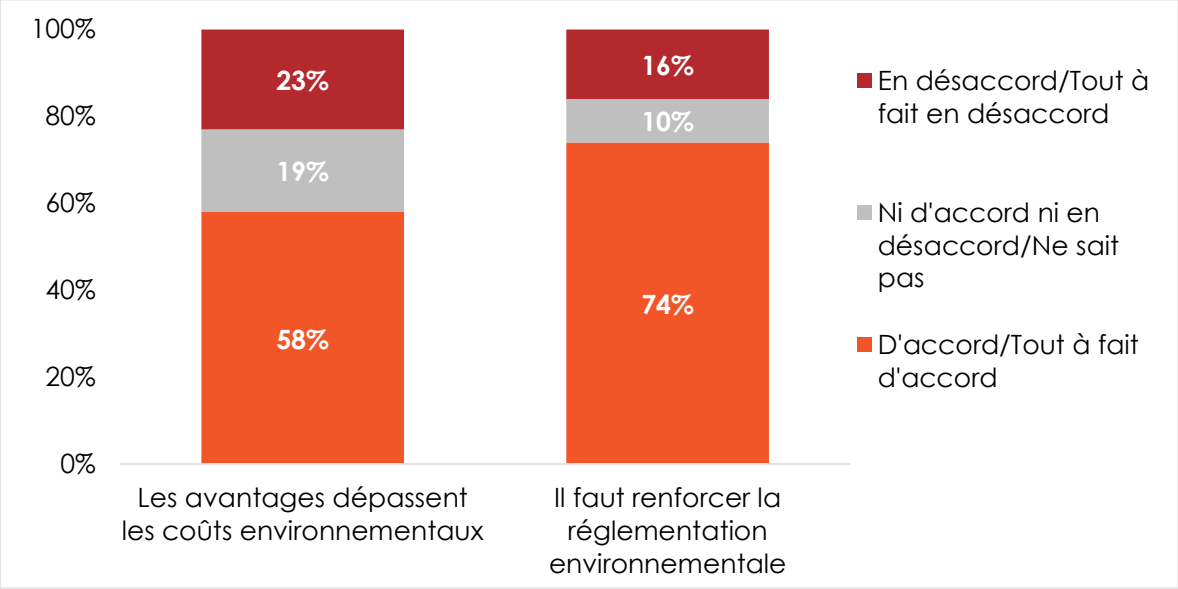
L'extraction des ressources naturelles

Au Niger, l'exploitation des diamants, de l'uranium et du pétrole représente environ 8% du produit intérieur brut du pays, 12% des recettes publiques et 42% des exportations (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, 2021). Mais l'extraction des ressources peut aussi être une source majeure de dégâts environnementaux au niveau local.

Environ six Nigériens sur 10 (58%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les avantages globaux que l'extraction des ressources naturelles apporte aux communautés, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur ses impacts négatifs tels que la pollution. Cependant, une petite proportion (23%) de répondants ne sont pas d'accord avec cette évaluation (Figure 9).

Néanmoins, pour réduire l'impact négatif de l'extraction des ressources naturelles sur l'environnement, une grande majorité (74%) des citoyens souhaitent que le gouvernement réglemente plus strictement l'industrie.

Figure 9 : Extraction des ressources naturelles : Coûts et régulation | Niger | 2022



Questions posées aux répondants : *L'extraction de ressources naturelles, comme l'exploitation minière, le forage pétrolier ou la récolte de bois, peut avoir des avantages, tels que la création d'emplois et la génération de revenus. Mais cela peut aussi poser des problèmes aux communautés voisines, comme la pollution ou la déforestation. Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :*

En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution.

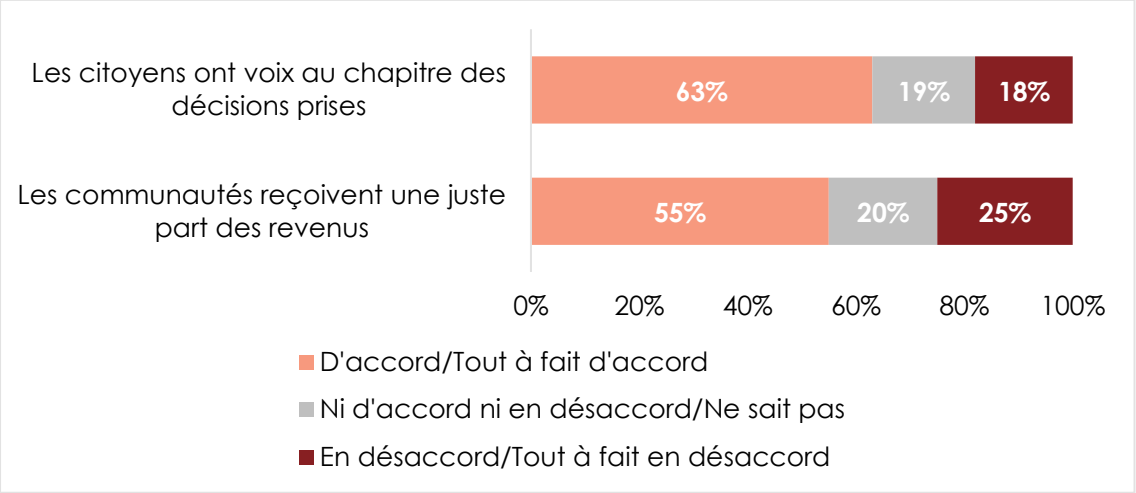
Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement.

Les évaluations positives l'emportent sur les évaluations négatives pour ce qui est de l'intérêt des citoyens ordinaires pour l'extraction des ressources naturelles (Figure 10). Une majorité (63%) de répondants affirment que les citoyens ont leur mot à dire dans les décisions relatives à l'extraction des ressources naturelles à proximité de leurs communautés, tandis que moins de deux sur 10 (18%) ne sont pas d'accord.

Copyright ©Afrobarometer 2024

Plus de la moitié (55%) pensent que les communautés locales reçoivent leur juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles, alors qu'un quart (25%) des personnes pensent que ce n'est pas le cas.

Figure 10 : Extraction des ressources naturelles : Bénéfice et voix des citoyens | Niger | 2022



Questions posées aux répondants : *Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :*

Les Nigériens ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés.

Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés.

Conclusion

Les données des enquêtes Afrobarometer révèlent que la plupart des Nigériens considèrent la pollution comme un problème grave au sein de leur communauté. Ils mentionnent le plus souvent la déforestation comme la menace la plus importante pour l'environnement au niveau local.

L'idée que le gouvernement devrait en faire davantage pour protéger l'environnement bénéficie d'un large soutien, même si deux tiers des citoyens estiment que cela ne devrait pas avoir priorité sur des considérations économiques telles que la création d'emplois. Une petite majorité de citoyens estiment que le gouvernement central doit assumer la responsabilité principale de la réduction de la pollution, et la plupart souhaitent une plus stricte régulation de l'extraction des ressources naturelles.

Ces opinions reflètent peut-être la reconnaissance du fait que la durabilité à long terme peut avoir des répercussions économiques à court terme, et vice versa. Il est essentiel que le gouvernement nigérien parvienne à équilibrer ces choix pour mettre au point une riposte efficace et largement soutenue face aux menaces croissantes qui pèsent sur l'environnement.

Copyright ©Afrobarometer 2024

Références

Global Facility for Disaster Reduction and Recovery. (2024). Disaster risk profile: Niger.

Favreau, G., Cappelaere, B., Massuel, S., Leblanc, M., Boucher, M., Boulain, N., & Leduc, C. (2009). Land clearing, climate variability, and water resources increase in semiarid southwest Niger: A review. *Water Resources Research, 45*(7).

Forum Environnemental National. (2021). Pollution : « Le fleuve Niger est menacé par plusieurs facteurs ». 5 février.

Goujon, A., Marois, G., & Sabourin, P. (2021). Deriving Niger's demographic and education future to 2062 with stakeholders: Which results? *Population Research and Policy Review*, *40*, 617-627.

Groupe de la Banque Mondiale. (2023). Niger: Country environmental analysis.

Groupe de la Banque Mondiale. (2024). The World Bank supports food security and climate resilience for households in Niger. Communiqué de presse. 28 juin.

Initiative pour la transparence dans les industries extractives. (2021). Niger.

Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84. d'Afrobarometer.

Potts, M., Gidi, V., Campbell, M., & Zureick, S. (2011). Niger: Too little, too late. *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health, 37*(2), 95-101.

République du Niger. (1998). Plan national de l'environnement pour un développement durable.

World Atlas. (2019). What are the major natural resources of Niger?

Copyright ©Afrobarometer 2024

Marcelline Amouzou est doctorante en sciences politiques et professeur assistant à l'Université de Floride. Email : m.amouzou@ufl.edu.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Le Michigan State University, l'University of Cape Town, et l'University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des fondations Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme, et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.

/Afrobarometer @Afrobarometer @Afrobarometer

Dépêche No. 919 d'Afrobarometer | 6 décembre 2024

Copyright ©Afrobarometer 2024